



HAL
open science

Français de la Plata, pionniers à la recherche de nouvelles alternatives dans la conformation sociopolitique argentine

Gilles Béraud, María Patricia Mariño

► **To cite this version:**

Gilles Béraud, María Patricia Mariño. Français de la Plata, pionniers à la recherche de nouvelles alternatives dans la conformation sociopolitique argentine. 2012. halshs-00708326

HAL Id: halshs-00708326

<https://shs.hal.science/halshs-00708326v1>

Preprint submitted on 14 Jun 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Français de la Plata, pionniers à la recherche de nouvelles alternatives dans la conformation sociopolitique argentine.

Gilles Beraud SSNCM (*Sociedad de Ciencias Naturales de la Charente-Maritime*), La Rochelle (France).

Mgter. Arq. María Patricia Mariño, Facultad de Arquitectura y Urbanismo (UNNE)

beraudg@free.fr

pmarinno@hotmail.com, pmarinio@yahoo.es

Introduction

Au musée du Louvre, à Paris, dans la salle des peintures françaises du XIX^e siècle de grand format, on peut voir un tableau d'Alexandre Decamps représentant à première vue un paysage désertique comme on imagine s'en trouver au Moyen Orient, avec ses amas de rocs et de pierres aux teintes fauves, grises et jaunes. En s'approchant du tableau, on découvre des milliers de personnages vêtus dans les teintes du terrain, de pesants charriots tirés par des bœufs tandis que des cavaliers se lancent à la poursuite de minuscules soldats agitant des lances et des épées. Le sujet du tableau est la représentation de telle bataille de l'Antiquité opposant des Gaulois aux Romains, *La défaite des Cimbres*. On ne peut voir en même temps le paysage et la bataille. Selon le point d'observation que l'on adopte, le tableau présente des aspects différents de la même réalité.

On dit que de telle date à telle autre, quatre millions d'Européens sont entrés en Argentine et parmi ceux-ci la grande majorité s'y est établie définitivement. Pour le soutenir on présente des tableaux comportant des colonnes de chiffres, des courbes montrant des accroissements ou des diminutions, la répartition des provenances exprimée en pourcentage et, pour pondérer ces données, on mentionne différentes sources qui ne coïncident pas, etc. Il ne s'agit pas de marchandises, de peaux de loutres, de tonnes de blé, de cargaisons de meubles et de pièces de tissus, de caisses de livres. Il s'agit de vies. Un Argentin sait que parmi ces chiffres se trouve un grand-père de sa grand-mère chérie ; il a entendu dire que cet aïeul a quitté le village du Frioul où il est né, convaincu par un agent d'émigration qu'au Rio de la Plata il trouverait du travail et un bon salaire.

On sait bien que l'histoire n'a rien à voir avec l'affect ou les sentiments. Néanmoins on peut remarquer parmi les travaux sur l'immigration, thème

particulièrement sensible aux Argentins, que se fait jour une tendance à satisfaire une sorte de nécessité d'humanisation et de personnalisation. L'histoire locale fournit des listes de noms, parfois ceux de toute une famille, ignorés de l'approche globale.

Nous nous proposons l'essai d'une approche inversée dans l'étude de la présence étrangère en Argentine, basée sur des biographies à partir desquelles l'élargissement du champ d'investigation nous ferait découvrir des traits plus généraux. Elle procède comme un film dans lequel partant d'un gros plan et reculant progressivement, la caméra nous dévoilerait progressivement l'ensemble du décor. Les biographies ne seraient pas l'illustration du propos mais son moteur même.

Notre recherche est naissante et nous ne pouvons prétendre en montrer que des résultats préliminaires. Nous appliquons ici notre méthode à un cas capable de délimiter le territoire de notre recherche en même temps qu'il ouvre l'accès à l'étude d'autres cas.

VARANGOT

Dans l'obscurité, l'un des trois assaillants commanda qu'on approchât la lanterne du cou de la victime et l'un d'eux agit, mettant fin au pitoyable dialogue du vieil homme avec ses bourreaux. Plusieurs auteurs dont aucun n'assistait à la scène l'ont ainsi reconstituée recherchant les termes les mieux aptes à frapper les esprits, à émouvoir et à révolter. Au matin du 10 octobre 1840, on trouva le cadavre de Varangot abandonné sur la voie publique, à Buenos Aires, la tête séparée du corps.

L'horreur de ce meurtre a été peinte aussitôt et pendant longtemps rappelée à travers une littérature abondante et spécifique, liée à ce qu'on a appelé à l'époque en France « l'affaire du Rio de la Plata »¹. Les adversaires de Rosas y ont trouvé une occasion supplémentaire de dénoncer sa « barbarie ». La mort de Jean-Pierre Varangot a été attribuée à des hommes de la Mazorca et ceux-ci auraient agi sur ordre de leur maître. Il est peu probable que la responsabilité directe de Rosas puisse être démontrée parce qu'elle va à l'encontre de ses intérêts.

Le meurtre de Varangot a lieu au moment où se déroulent des négociations difficiles entre Felipe Arana, ministre des Relations extérieures de Rosas et le vice-amiral de Mackau, envoyé plénipotentiaire du roi des Français. Il suffira de rappeler que les relations entre l'Argentine de Rosas et la France sont très mauvaises et ont

¹ Voir à la fin de l'article la bibliographie complémentaire.

conduit au blocus de Buenos-Aires par la marine française depuis mars 1838. La nouvelle de cette macabre affaire ne peut qu'embarrasser les négociations et risque de les compromettre. D'après les commentateurs de l'époque, en l'apprenant, le vice-amiral marquerait une hésitation à la poursuite des travaux en cours mais la nécessité pour le gouvernement français d'arriver rapidement à un accord l'emporterait sur toute autre considération. Arana, donné pour être un ami personnel de la victime ne doit pas moins prendre sur lui pour surmonter son dégoût probable.

A ce moment, Arana, pour écarter de son interlocuteur l'idée d'un acte calculé, dirigé contre les Français et destiné à faire échouer les négociations, fait argument que Varangot n'est pas français mais espagnol. L'argument est repris par des agents et des publicistes français pour justifier la poursuite des négociations mais il est repoussé par les opposants au régime de Rosas. Il résulte toute une littérature d'opinion de cette affaire d'où sont extraits beaucoup des renseignements que nous donnons. C'est sur ce point de la nationalité que nous nous attardons à présent. Avant cela, mentionnons qu'un accord est trouvé entre l'Argentine et la France et signé le 29 octobre 1840, vingt jours exactement après la mort de Varangot.

Une dispute se fait jour à propos de la nationalité de Jean-Pierre, ou Juan Pedro Varangot, à coups de documents authentiques ou contestés². A la polémique prennent part Felipe Arana d'un côté, celui de Rosas, de l'autre la veuve du défunt, réfugiée à Montevideo, Galup son fondé de pouvoir et Florencio Varela un des chefs de file des opposants à Rosas, tous réunis dans la capitale orientale. Les *rosistes* avancent que Varangot est né à Saint-Sébastien au Pays basque espagnol, que par ailleurs il est arrivé à Buenos Aires comme *maître* à bord d'un bâtiment espagnol, *la Prueba*, et qu'il a demandé la nationalité espagnole pour épouser, en 1811, Juana Josefa Agüero. Leurs contradicteurs rétorquent qu'il est certes né au Pays basque espagnol mais de deux parents français et qu'il est bientôt rentré à Saint-Jean-de-Luz, en France, d'où toute sa famille est originaire. Par ailleurs, il aurait été immatriculé au consulat de France le 12 septembre 1830 sous le n°502, devant deux témoins français, Favier et Cramer. On ne poursuit pas ici les arguties. A tort ou à

² Florencio VARELA : *Développement et dénouement de la question française Dans le Río de la Plata*, Montevideo 1840 ; ANÓNIMO : *quelques réflexions en réponse à la brochure publiée à Montevideo par D. Florencio Varela sous le titre développement et dénouement de la question française dans le Río de la Plata*, Imp. del Estado, Buenos Aires 1841 ; José Rivera INDARTE : *Tablas de sangre* ; Federico BARBARÁ : *episodios sangrientos del año 1840*, Imp. Bonaerense, 1856.
Voir la bibliographie complémentaire à la fin de l'article.

raison l'histoire a retenu que Juan Pedro Varangot est un citoyen français et il est considéré comme tel dans la communauté des Français de la Plata, un des plus anciennement établis à Buenos-Aires et un des plus en vue par sa réussite économique, sa surface sociale et son influence résultant de liens étroits qu'il a avec la société créole à laquelle il se rattache par son mariage avec une Agüero³.

Indépendamment du cas de Varangot et des réalités administratives auxquelles il peut renvoyer, la question de la nationalité se pose à nous pour différents personnages que nous incluons dans notre recherche sur les *franceses del Plata*. César Bacle, que l'on peut regarder comme le fondateur de l'illustration argentine, est très généralement considéré comme un Français et les mauvais traitements qu'il a reçus, lui aussi, de la part de Rosas, et auxquels est attribuée sa mort en janvier 1838, a servi de prétexte à l'intervention militaire de la France dans le Rio de la Plata. Pourtant Bacle est originaire de Versois, sur les bords du lac Léman, en Suisse⁴.

Carlos Henrique Pellegrini, autre illustre artiste argentin, portraitiste de la société patricienne argentine de son temps, présente un cas un peu différent puisque Chambéry où et quand il voit le jour en 1800, est la préfecture d'un département français depuis huit ans, celui du Mont-Blanc. Mais lorsqu'il quitte le lieu de ses origines, la Savoie est redevenue un royaume indépendant de la France⁵. Lors de la mort de Carlos Henrique Pellegrini, en 1875, la Savoie a été détachée de l'Italie unifiée pour redevenir un territoire français en 1860. Mais à cette époque, Pellegrini est considéré comme un Argentin à part entière et son fils Carlos sera vingt ans plus tard le président de la Nation.

Natif de Nice, Luís Escoffier est dans une position assez semblable puisque le comté de Nice fait partie du même ensemble politique que la Savoie, le Royaume de Sardaigne, avant d'en être détaché pour redevenir un département français.

Les exemples pourraient être ainsi multipliés pour montrer qu'être français, dans le contexte politique de l'époque, a sans doute une signification administrative

³ A cette époque, Sebastian Segundo Agüero, le frère de la mariée, est le curé de la cathédrale de Buenos Aires. Plus tard, retiré des ordres, il est ministre des Affaires intérieures de Rivadavia.

⁴ En poussant plus loin la discussion, on peut souligner qu'en février 1794, César Bacle de Saint-Loup naît dans la République de Genève, territoire qui n'est intégré à la Confédération helvétique qu'en 1813. Dans l'intervalle, il a été un département français, celui du Léman, de 1798 à 1813.

L'anonyme *Officier de la flotte*, auteur d'un long article « Affaires de Buenos Ayres » dans la Revue des Deux Mondes, 4^{ème} série, tome 25, paru en janvier 1841, convient que Bacle est un Suisse, placé sous la protection de la France.

⁵ Ou tout au moins partie du royaume de Sardaigne sur lequel règne la Maison de Savoie.

précise au regard du droit, du recrutement militaire et de l'impôt, par exemple mais de manière si changeante que communément et aux yeux de la population argentine notamment, être français a probablement une signification plus large, peu attentive aux frontières et davantage liée à des caractéristiques culturelles parmi lesquelles la langue a sûrement une importance majeure. Pour cette raison, nous assimilons à des Français des Savoyards, des Suisses (tant qu'ils ne forment pas une communauté spécifique comme dans plusieurs colonies à une époque postérieure), ou un Belge comme Alexandre Soulages, natif de Bruxelles, associé un moment à Varangot comme on va le voir, et néanmoins porteur d'un nom répandu en France dans le Massif Central⁶.

Il serait moins justifié de considérer Johan Rudolf Rengger comme un Français. Ce médecin, naturaliste et voyageur en compagnie de Marcelin Longchamp, est l'auteur d'un *Essai historique sur la révolution du Paraguay et le gouvernement dictatorial du docteur Francia* publié, en français, à Paris en 1827. Ces deux Suisses ont été retenus au Paraguay en résidence forcée, de la même manière et en partie à pareille époque que Bonpland⁷. Rengger est originaire d'une localité de la Suisse alémanique tandis que Longchamp est vaudois et francophone. Une revue suisse⁸, à propos de multilinguisme, mentionne : *le médecin et naturaliste argovien Johann Rudolf Rengger (1795-1832), qui a exploré le Paraguay dans les années 1818 à 1826 en compagnie du Vaudois Marcelin Longchamp, s'exprimait plus ou moins couramment en allemand, en latin, en français, en espagnol, en anglais, en italien et en guaraní.*

A cette considération sur l'extension de la qualification que nous faisons de qui est français, nous en ajoutons une autre sur la fluctuation de la nationalité à Buenos-Aires.

En août 1831, le consul général de France, Washington de Mendeville, demande aux autorités de Buenos-Aires l'arrestation de Julio Fonrouge qui l'a insulté dans l'exercice de ses fonctions. A ce moment là, Fonrouge se revendique de

⁶ Du reste, la Belgique n'existe pas à l'époque où ce Bruxellois s'établit à Buenos Aires. A propos de l'apport de la Belgique à l'histoire argentine, on peut consulter « en los deltas de la memoria - Bélgica y Argentina en los siglos XIX y XX », Bart De Groof, Patricio Geli, Eddy Stols et Guy Van Beeck (eds) ; Leuven University Press, Lovaina, 1998.

⁷ Rengger prête au Dr Francia ce propos « ...et c'est une des raisons qui m'empêchent de laisser partir les Français. Pour ce qui vous regarde, nous verrons.» qui montre qu'il y avait bien une différence de perception entre des Suisses et des Français.

⁸ Norbert FURRER : *Plurilinguisme en Suisse*, Espaces, n° 230, sept.-Oct. 2000, [en ligne].

nationalité argentine depuis 1826, exhibant les documents qui l'établissent. Néanmoins, dans l'intervalle, il s'est fait immatriculer au consulat de France afin d'échapper à la conscription. Mendeville écrit au ministre argentin des Affaires étrangères pour lui présenter le cas. Fonrouge est reconnu argentin. Son dossier est alors transmis au ministre de la Guerre⁹.

La question de la nationalité est un point particulièrement sensible au consul Mendeville. On peut dire qu'elle est au centre de son action. Dès avant d'être fait consul général, le premier qu'il y ait eu en Argentine pour défendre les intérêts des Français, à partir de 1828, alors qu'il ne porte encore, depuis 1825, que le titre d'inspecteur général du commerce, Mendeville ne supporte pas la discrimination qui est faite entre ses compatriotes d'une part et les ressortissants anglais et nord-américains d'autre part, ceux-ci étant dispensés du service des armes selon les termes d'accords diplomatiques particuliers existants entre ces deux nations et le gouvernement des Provinces Unies du Rio de la Plata et reconnaissant l'indépendance de cette république depuis 1825 et 1823 respectivement. En 1826, la guerre surgit entre Buenos-Aires et l'empire du Brésil, requérant des hommes pour porter les armes et pour monter les bâtiments de la république. Une loi d'avril 1821 astreint les étrangers résidents en Argentine au service militaire ; une autre loi, en 1823, étend l'obligation du service dans les milices aux étrangers non résidents, en cas de danger. Au prix d'incessantes chamailleries avec le président Rivadavia, peu disposé à favoriser les sujets d'un roi de France qui refuse de reconnaître la république, Mendeville parvient à soustraire au recrutement forcé autant de Français qu'il peut selon des modalités dont il est officieusement convenu avec le président argentin.

La nationalité est sujette à de possibles accommodements inspirés par les circonstances. Et Varangot n'est peut-être pas le dernier à y avoir recours. Sans l'avoir prévu il serait lui-même à l'origine de l'argument selon lequel il ne serait pas français qu'avance le ministre Arana pour que l'assassinat du vieil homme ne compromette pas les négociations en cours des représentants argentins et français.

⁹ AGNA, correspondance de Washington de Mendeville, consul général de France avec le ministre argentin des affaires étrangères Balcarce, X 10/1/49.

L'ARRIVÉE

Jean-Pierre Varangot serait arrivé à Buenos-Aires, âgé de la trentaine¹⁰, dans les premières années du XIX^e siècle en qualité de *maître*, sans plus de précision, sur un trois mâts espagnol *la Prueba*¹¹. C'est ce qu'avance un des documents produits par Arana en 1840. La date exacte n'est pas mentionnée mais on peut la situer au plus tard à 1807 puisque Varangot aurait pris part à la défense de Buenos-Aires contre l'invasion anglaise. C'est ce qu'établirait une information transmise en 1808 à la métropole¹² par le vice-roi Liniers, le mentionnant parmi les plus actifs dans la lutte contre les Anglais et dans la défense de la ville. Lors de la seconde invasion anglaise, en 1807, il s'engagerait dans le corps des Viscayens. S'agit-il de deux engagements successifs, ce qui le ferait présent à Buenos-Aires, dans ce cas, dès 1806, lors de la première tentative anglaise ? On retient ici que l'arrivée de Varangot à Buenos-Aires se situe à l'époque encore coloniale, c'est-à-dire dans une contrée soumise au principe du monopole qui apporte toutes sortes de restrictions aux activités des étrangers.

On note, dans la biographie du corsaire nord-américain David C. De Forest, que celui-ci cherche à s'associer avec Varangot pour protéger ses affaires des embarras mis à Buenos Aires au commerce des étrangers. Si cette assertion se vérifiait, on pourrait en déduire que Varangot ne passait pas pour un étranger, à Buenos Aires, vers 1807. Ce qui aurait aussi incité De Forest à se rapprocher de Varangot aurait été les liens de ce dernier avec Liniers. Bien des choses restent à examiner qui montreraient peut-être comment Varangot se serait trouvé impliqué dans des affaires en relation avec la mer, licites ou pas, ou en partie. Le monopole métropolitain entraîne à Buenos Aires, de tradition, son contournement par une contrebande active et florissante. La guerre de course qui s'y ajoute dans les premières décennies du XIX^e siècle offre des possibilités élargies de s'enrichir rapidement et dans des proportions capables de susciter des vocations. C'est ce qui est arrivé à David Curtis De Forest tout en lui faisant rechercher une *couverture*,

¹⁰ Il serait né à San Sebastian, le 17 octobre 1773.

¹¹ dans sa «3^{ème} notice sur la question de la Plata » donnée à la Revue des Deux mondes en 1850, Auguste Bourguignat, défenseur de la non interruption des négociations, attribue à Varangot le rang de *patron de barque* en prétendant qu'il est réservé à un Espagnol sur un bâtiment espagnol.

¹² Beaucoup de détails biographiques se rapportant à Varangot sont tirés du livre de José-María MARILUZ URQUIJO « la industria sombrerera porteña, 1780-1835 », Instituto de investigación de historia del derecho, Bs-Aires 2000, mais aussi de la littérature relative à « l'affaire du rio de la Plata »(voir la bibliographie complémentaire à la fin de l'article).

comme en obtenant le consulat des Etats-Unis à Buenos Aires pour l'immunité qu'il lui aurait procurée. Il n'y parvient pas¹³ et en 1809 il est chassé du Rio de la Plata par Cisneros, nouveau et dernier vice-roi de Buenos Aires. L'évocation des liens que Varangot auraient eus avec David C. DeForest et avec Liniers à la veille de la révolution de mai peut suggérer de quelle genre d'activités pourraient provenir les premiers fonds qui lui permettent de s'impliquer dans l'industrie chapelière, celle à laquelle son nom reste attaché.

CHAPEAUX

En novembre 1810, Varangot rachète à Aizpurúa les parts qu'a celui-ci dans une fabrique de chapeaux, en association avec Alexandre Soulages. La chapellerie est une rare industrie que possède Buenos Aires. Elle a déjà une certaine ancienneté mais Soulages connaît le métier et y a introduit des nouveautés qui donnent de la valeur à l'entreprise¹⁴. Devenu associé, Varangot se réserve ce qui est du ressort de l'administration et ne se mêle pas des questions de fabrication qu'il laisse à son partenaire. Mais bientôt, en 1811, Soulages craint qu'une expédition militaire espagnole pour reprendre possession des colonies insurgées mette à mal les affaires d'un étranger. Ce n'est pas la première alerte à laquelle il est exposé. Bien qu'il ait pris les armes contre les Anglais et contribué aux dépenses pour la défense de la population il est renvoyé par Cisneros, en mai 1810, au prétexte que ce sont les étrangers qui introduisent les idées d'émancipation dans la vice-royauté. A quelques jours de là, Soulages est sauvé par la révolution de Mai. Néanmoins, un an plus tard, il vend ses parts à Varangot qui devient maître de l'ensemble, à partir de juillet 1811, Soulages continuant d'assurer la fabrication et la formation d'un apprenti jusqu'en 1815.

Laissons à José María Mariluz Urquijo la magistrale description de la réussite de Varangot dans l'industrie chapelière. Notons au passage une forte proportion de Français, ou de Français d'apparence dans le domaine de la chapellerie. L'*almanaque* de Blondel pour 1826¹⁵ donne une liste de 20 commerçants en

¹³ mais en revanche plusieurs années plus tard, il est nommé consul de Buenos Aires aux États-Unis.

¹⁴ José Maria Mariluz Urquijo, *Op. cit.*, à qui sont empruntés tous les renseignements concernant la question chapelière, voit apparaître Soulages dans la documentation à dater d'un contrat de 1808.

¹⁵ L'*Almanaque político y de comercio de la ciudad de Buenos Ayres para el año de 1826*, comporte de précieux renseignements dont se sont servi dès l'époque des voyageurs tels que d'Orbigny. Une édition en facsimilé en a été donnée en 1968 par Enrique M. BARBÁ aux Ediciones de la Flor, à

chapeaux sur laquelle au moins dix paraissent français. A ces noms il faudrait ajouter ceux, une dizaine, qui ne figurent pas dans l'*almanaque* de Blondel et que mentionne Mariluz Urquijo. Il n'est pas toujours facile de déterminer avec exactitude dans une liste de noms lesquels sont français, ou anglais, irlandais, espagnols, italiens, allemands ou créoles, d'autant que l'hispanisation des prénoms est de règle et produit un effet d'assimilation de ces noms à ceux de la population locale. L'hispanisation s'étend parfois au patronyme. Ainsi, il se peut que le Marcos Lartiga d'une liste de Blondel, sur laquelle il apparaît comme vétérinaire, se confonde avec le Marcos Lartigue, possesseur d'une petite fabrique et boutique de chapeaux indiqué par José María Mariluz Urquijo comme vendant son affaire à Clemente Pujol qui lui-même s'associe avec Juan Lahille qui à son tour vend ses parts à Benito Barrault et Tranquil Dupin. La difficulté de lecture des écritures manuscrites portées dans les registres avec plus ou moins de soin ajoute elle aussi de l'incertitude au repérage des noms. Ainsi le nom de Douville tel qu'il apparaît dans le registre des passagers débarqués à Buenos Aires le 11 novembre 1826¹⁶, ne peut être reconnu que de celui qui le connaît déjà et s'attend à le trouver là, à pareille date. On peut noter encore que les noms de Pujol, Vidal, tel que, Lartigue, Duran et bien d'autres avec une variante orthographique sont communs à la France et à l'Espagne, sans parler des noms basques. Aussi l'apparence des noms est-elle une indication à prendre en considération mais avec prudence.

L'importante proportion de supposés Français dans la chapellerie à Buenos Aires peut suggérer l'existence de réseaux d'entraide et d'assistance communautaires auxquels il ne serait pas vain de s'intéresser pour comprendre les mécanismes d'introduction des étrangers dans la société d'accueil et dans l'économie locale dès les débuts de l'immigration en Argentine républicaine. Un article consacré il y a plusieurs années à la lecture à Buenos Aires¹⁷ donne des indications sur l'implication des Français dans le monde du livre et de l'imprimé. Différents secteurs d'activité peuvent apparaître ainsi privilégiés par telle ou telle communauté d'origine étrangère par un effet de réseau. On recueillera avec soin les

Buenos Aires. Il est à regretter que les *almanaques de Blondel* pour 1829, 1830 et 1834 n'aient pas connu une telle réédition.

¹⁶ AGNA 42/3/10.

¹⁷ Alejandro E. PARADA, *Introducción del libro a través de los avisos de la Gaceta Mercantil (1823-1828)*, Investigación Bibliotecológica v.9 number 18 enero/junio 1995, [en ligne].

informations qui se rapportent à la vie sociale de l'époque et qui peuvent apporter des indications sur l'action et l'influence de l'appartenance communautaire¹⁸.

La liste des chapeliers dans l'*almanaque* de Blondel ne comprend curieusement pas Varangot qui est mentionné ailleurs dans le même ouvrage, comme négociant. Il apparaît aussi dans une liste de 26 patrons habilités à recevoir les dépôts d'une caisse d'épargne, ce qui dénote sans doute une stature économique et sociale qui situe Varangot parmi les notables de Buenos Aires. On remarque aussi sa présence dans le conseil d'administration de la Société Rurale Argentine à la même époque.

LA SOCIEDAD RURAL ARGENTINA

En effet, une Société Rurale Argentine est fondée en juillet 1826 en vue d'application de la loi de l'*enfiteusis* donnée par le gouvernement de Rivadavia en mai de la même année, pour mettre en valeur les terres nationales et notamment des territoires nouvellement conquis dans la pampa sur les Indiens. Le gouvernement lui concède aussitôt 125 lieues carrées dans les localités de Lobería, Tapalqué, 25 de mayo et Saladillo, territoires tous situés dans le sud de la province de Buenos Aires. Les territoires exploités par la société s'accroîtraient ensuite par rachats à d'autres emphytéotes. La Société Rurale Argentine est une société anonyme initialement émettrice de 1812 actions¹⁹ de 200 piastres. De nombreux investisseurs se partagent ces actions parmi lesquels on compte le gouvernement et Rivadavia à titre personnel. Rivadavia y place Domingo Olivera²⁰, son homme de confiance en matière agraire. 290 des actions sont prises par sept Français. Auguste Favier est le premier d'entre eux avec 125 actions ; Ambroise Cramer n'en prend que 6 ; Varangot

¹⁸ Beaucoup plus tard, le *handbook of the River Plate* pour 1869 de Michael G. MULHALL attribue à chaque communauté étrangère du pays, non sans préjugés et idées reçues, les emplois caractéristiques de chacune d'entre elles. Les Français y apparaissent « habituellement aubergistes, artisans ou petits commerçants » mais ils auraient aussi le monopole du commerce de bazar et d'articles de fantaisie ; ils seraient tailleurs, coiffeurs et chapeliers etc. Ce qui apparaît assez réducteur mais pas sans une grande part de vérité et dès la haute époque que nous étudions.

¹⁹ Ce chiffre donné par John Lelong dans *pétition...* (voir bibliographie complémentaire à la fin de cet article) diffère de celui donné par une autre source : 2650 actions (voir *Entre pasados*, revista de historia n°14-16). Lelong donne aussi ces chiffres : 112 lieues carrées, 200 000 bovins, 25 000 moutons, 15 000 juments et poulains, 689 chevaux ; maisons, clôtures, matériel, bœufs de travail, magasins etc.

²⁰ Domingo Olivera est le père d'Eduardo Olivera, celui-ci un des principaux fondateurs à son tour, en 1866 et dirigeant d'une nouvelle Sociedad Rural Argentina, communément dénommée *la Rural* et qui continue d'exister de nos jours.

est le deuxième investisseur parmi eux, avec 100. On remarque au passage les deux amis de Varangot, Favier et Cramer, qui sont les témoins de sa nationalité française.

Beaucoup manque encore à l'étude de cette société agraire. Il semble que de nombreuses entraves aient été mises par le gouvernement de Rosas au développement de cette entreprise, représentative des initiatives de Rivadavia et dont tous les biens finissent par être mis sous séquestre en juin 1841. Cette mesure porte les sept Français, ou leurs ayants droit²¹, à réclamer auprès du gouvernement argentin avec l'appui de la marine royale.

Il reste que, sous l'impulsion de la politique de développement du pays préconisée par Rivadavia, les capitalistes de Buenos Aires ont commencé à se tourner vers la terre. Il y aurait lieu d'étudier en détail le rapport entre une entreprise comme la Société Rurale Argentine d'un côté et de l'autre les premières tentatives d'immigration organisée et de création des premières colonies agricoles. Différents traits paraissent inscrire la Société Rurale dans le sillage tracé par la Rio Plate Agricultural Association, entreprise essentiellement anglo-argentine à laquelle il ne semble pas qu'aient pris part des Français. La Société Rurale voit le jour au moment où Barber Beaumont junior cherche à sauver ce qui peut encore être sauvé de l'entreprise anglo-argentine en pleine débâcle.

Il faudrait étudier aussi les relations de ces deux entreprises avec la Commission d'émigration en remarquant que beaucoup d'acteurs sont communs à ces trois organismes déterminants dans la tentative *rivadavienn*e de réformer l'agriculture en Argentine. On remarquera que dans le conseil d'administration de la Société Rurale, dont il est un des cinq directeurs, comme à la Commission d'émigration, Jean-Pierre Varangot côtoie Dominique Roguin.

DOMINIQUE ROGUIN

Dominique Roguin est, avec son associé Joseph Meyer²², le rédacteur d'un « projet de statut de la Société Rurale Argentine »²³ manifeste de la Société Rurale

²¹ Jean Pierre Varangot n'est pas seul à être mort parmi les Français lésés lors de l'étude des plaintes par une commission mixte désignée par les accords Mackau-Arana. Ambroise Cramer, ancien officier de la Grande Armée, né à Paris en 1792, est tué le 7 novembre 1839 dans la bataille de Chascomús livrée par les *Federales* de Rosas, vainqueurs, aux *Libres del Sur* insurgés parmi lesquels figurait cet ami de Varangot.

²² Joseph Meyer est fait président de la Société Rurale lors de sa première réunion. Il est aussi vice-président de la Commission d'émigration.

principalement destiné à susciter des investissements européens. Varangot et Roguin, deux figures saillantes de la communauté française de Buenos Aires offrent bien des traits communs. Jusqu'à présent, le moment de l'arrivée de Roguin en Argentine n'est pas connu²⁴. A l'époque de l'arrivée de Bonpland à Buenos Aires, au début de 1817, Roguin est déjà un commerçant bien assis et une personnalité en vue dans la société *porteña*. Les deux hommes se lient rapidement. Il semble que ce soit Roguin qui ait dirigé le naturaliste vers la province de Corrientes avec laquelle ses relations auraient été déjà établies. Il est possible qu'il soit aussi à l'origine d'une attraction particulière des Français vers cette région. C'est en tout cas Roguin qui décide Alcide d'Orbigny à y chercher refuge pour échapper à l'enrôlement forcé des étrangers dans la guerre contre le Brésil²⁵. On s'intéressera plus particulièrement au développement économique de cette région, sans doute moins étudié que celui des pampas et on s'intéressera aussi à la part qu'y ont prise des Français.

CORRIENTES

Avec l'avènement de la République, Corrientes continue de présenter un intérêt économique, raison pour laquelle le premier président républicain Bernardino Rivadavia charge le Dr. Amado Bonpland d'organiser un musée de sciences naturelles à Buenos Aires et d'étudier les propriétés de la yerba maté dans les territoires des anciennes missions jésuites. C'est la première expédition bonplandienne en terres correntines où, à son passage par la ville de Corrientes, on sait qu'il s'est lié avec Dn. Esteban María Perichon de Vandeul²⁶.

Pendant le gouvernement du général Pedro Ferré qui a été gouverneur quatre fois, les deux premières entre 1824 et 1828, l'occupation de la zone de la Tranquera

²³ "Proyecto de estatuto de la Sociedad Rural Argentina - dado por Roguin, Meyer y C^{ia} - 1826" Buenos-Aires, imprenta argentina, BNA.

²⁴ Un auteur allemand, Jürgen SCHNEIDER, dans « Frankreich und die Unabhängigkeit Spanish Amerika... », Klett-Cotta, 1981, situe la société Roguin, Meyer et C^{ie} comme étant la première maison de commerce française pratiquant l'import-export à Buenos Aires en 1816.

²⁵ Ainsi que le relate d'Orbigny lui-même dans son *Voyage dans l'Amérique méridionale* ...7 vol. et 2 atlas, Pitois-Levrault et Cie, Paris, 1835-1847. - *Viaje en la América meridional* ...4 vol., il., Prólogo de Ernesto Morales (col. Eurindia), Traducción por Alfredo Cepeda, Futuro, Buenos Aires 1945; - *Viaje a la América meridional* ...2 vol., Emece, Buenos Aires, 1998.

Cet ouvrage comporte une longue étude de la province de Corrientes que le naturaliste explore pendant quinze mois.

²⁶ MARTINEZ, Esteban (2008) *La casa solariega de los Martínez en Corrientes*. Opuscule présenté par Esteban Martinez pour la déclaration de sa maison comme monumento historique en 1949. Moglia ed., Corrientes.

de Loreto est favorisée qui peu à peu et sans rencontrer de résistance armée, s'étend jusqu'à la ville de Candelaria, toutes deux d'anciennes missions jésuites où Ferré prévoyait l'implantation de la première culture industrielle de yerba maté. Il proposa des contrats intéressants à ceux qui voudraient en commencer l'exploitation dans la région tout en réservant pour le gouvernement provincial les anciens vergers des réductions, de même qu'il essaya l'installation de colons français originaires des Pyrénées, entreprise restée sans succès en raison de l'affrontement avec le gouvernement de Rosas. Il convient de relever que dans le même temps se réalise une immigration de Français venus des Pyrénées en Uruguay à l'instigation d'un Anglais dont la famille est d'origine française.

Un autre Français arrivé en terre argentine dans les premières décennies du XIXe siècle, Auguste Brougues, est le même qui des années plus tard, en 1856, pendant le gouvernement de la province de Corrientes par Juan Pujol, y signe un contrat avec ce dernier pour l'établissement de colonies françaises à Yapayú et dans les environs de Empedrado, ce qui aboutit grâce aux changements apportés au cadre juridique par la politique de Urquiza.

Il faut signaler qu'en 1823, pendant qu'il est alcalde de la ville de Corrientes, Ferré donne en emphytéose à Dn. Esteban Maria Périchon de Vandeuil des terrains situés dans la zone des quintas et des chacras, dans le district des Lomas en un lieu dénommé la Laguna Brava, que ce dernier revend deux ans plus tard à deux Français : Pierre Bréard et Narcisse Parchappe²⁷. Les terres de la Laguna Brava se caractérisent par l'excellence de ses pâturages, propices pour l'élevage bovin.

On ne sait encore rien de précis des relations qu'ont pu entretenir entre eux Varangot et Roguin que beaucoup de traits rapprochent mais qui présentent des caractères très différents. Républicain, libéral, sûrement franc-maçon, bonapartiste contre les Bourbons, Roguin est très engagé dans la vie politique de Buenos Aires du côté des *unitaires*. Il prend une part active dans les événements qui suivent la révolution de décembre 1828, participant auprès de Ramón Larrea à la formation et à l'armement du bataillon des *Amis de l'ordre*. Cette milice *unitaire* rassemble de nombreux Français pour combattre les forces *fédérales*, les *montoneras* de Rosas et les empêcher de s'emparer de Buenos Aires. On comprend que cet activisme lui

²⁷ Archivo General de la Provincia de Corrientes ; Tierras, leg. N°12, Capital exte. 10

désigne le chemin de l'exil à Montevideo dès l'accession de Rosas au pouvoir en 1830. A Montevideo se constitue un fort parti des opposants au nouveau maître de Buenos Aires parmi lesquels il se trouve avec de nombreux autres Français.

Varangot, lui, ne se sent pas menacé puisqu'il reste sur la rive argentine du Rio de la Plata. En dépit de ses liens étroits avec l'entourage de Rivadavia²⁸ et de son implication dans des institutions caractéristiques de la politique du président déchu, sans doute y met-il plus de souplesse et de nuances que ne le fait Roguin. De son côté Rosas le considère sûrement de manière plus entière comme un « salvaje unitario ». S'il s'avérait, comme certains le prétendent, que Varangot est sur le point de quitter Buenos Aires à son tour, pour Montevideo à la veille de son assassinat, ce serait sur le constat que dans un tenace et prudent combat qu'il livre pour sauver une part de ses biens, sa cause est perdue.

DES TERRES EN EMPHYTÉOSE

Indépendamment de la Société Rural, en date du 1^{er} octobre 1827, Juan Pedro Varangot a obtenu d'Estanislao Fernández qui le tenait à titre emphytéotique, un domaine agricole dans le sud de la province de Buenos Aires²⁹. Varangot réalise des aménagements dans le domaine et y introduit du bétail. En juin 1829, des Indiens y enlèvent tout le bétail, prétendument sur ordre du gouvernement. Quelques mois plus tard, en septembre, les Indiens reviennent et détruisent ce qui reste. Varangot ne s'occupe plus de son domaine tout en continuant, jusqu'en juillet 1837, d'en payer le canon comme l'y engage l'emphytéose. Se présente alors un acquéreur auquel il vend son droit. L'acquéreur envoie sur place un mandataire pour prendre possession de son bien. Le mandataire constate que le domaine est occupé par une troupe de l'armée ; le commandant a pris ses aises, fait cultiver le domaine par les soldats et non sans menaces et insultes chasse le mandataire. L'acquéreur se rétracte. Varangot doit le rembourser. Fin octobre 1837, Varangot en fait le rapport au gouvernement, lui demandant de lui rendre la jouissance de ses terres ou

²⁸ Rappelons entre autre qu'il est le beau-frère de Sebastian S. Agüero, ministre de Rivadavia ayant la tutelle de la Commission d'émigration mais aussi membre du comité réduit qui décide Lavalle à faire fusiller Dorrego lors de la révolution de Décembre.

²⁹ Les informations qui suivent sont données en partie par John Lelong dans *pétition... op. cit.* mais surtout dans le dossier présenté par les Français de la Commission mixte désignée par les accords Mackau-Arana et dont un exemplaire est conservé aux AGNA, X 14/4/6.

de l'indemniser. En août 1839, espérant faire avancer ses démarches et répondant à la demande du gouvernement de lui faire une proposition formelle, Varangot propose l'achat pur et simple des terres. Dans un premier temps le gouvernement annonce que l'offre est acceptable puis, par une suite de feintes administratives et juridiques, Varangot est mis en défaut et dépossédé de ses droits sur les terres qu'il a obtenues en toute légalité douze ans plus tôt, sans avoir pu en avoir la jouissance mais tout en assumant les charges afférentes.

On admet généralement qu'il y a eu peu d'étrangers parmi les victimes de la Mazorca. Les assassins de Varangot ne sont vraisemblablement pas envoyés par Rosas. On peut penser qu'ils profitent de leur position de bras armé de la *Société populaire restauratrice*, de l'impunité qu'elle leur assure et qu'ils agissent pour leur compte, en détroissant leurs victimes. Ils emboîtent le pas de Don Varangot et de Doña Juana, s'introduisent masqués dans la maison. Ils les brutalisent, enferment Doña Juana dans une pièce sans jour et se font remettre l'argent et les bijoux par le mari. Et ils repartent, ayant pillé toute la maison et en emmenant Varangot.

Auguste Bourguignat, un publiciste français qui trouve à Rosas toutes les excuses possibles, écrit : « le jour où un Espagnol nommé Varangot, disparut dans un mouvement séditieux, le général Rosas fit *immédiatement* (c'est nous qui soulignons) publier un décret daté du 31 octobre 1840 (Varangot a été égorgé le 9 octobre !), -véritable loi draconienne,- qui punissait de mort le vol et les blessures même les plus légères. A partir de ce moment, ces scènes déplorables se trouvèrent comprimées par la crainte et ne se renouvelèrent plus »³⁰. Ces agissements ont duré jusqu'à cette date et se sont raréfiés jusqu'en avril 1841 où Buenos Aires a connu une nouvelle vague de terreur faisant encore d'autres victimes. Rosas ne met un terme définitif aux activités de la Mazorca qu'au 1^{er} juin 1846.

CONCLUSION

La trajectoire de Jean-Pierre Varangot à Buenos Aires donne le cadre chronologique que nous adoptons pour notre étude des *franceses del Plata*. Ainsi

³⁰ Auguste BOURGUIGNAT, *Question de la Plata : troisième notice. Le général Rosas devant la France : esquisse impartiale par Auguste Bourguignat*, Paris, imp. Lacour – 1850, p.28.

cette trajectoire correspond à une période qui s'étend depuis les dernières années du régime colonial, fermant aux étrangers le territoire où il s'applique, jusqu'à une crise profonde et violente par laquelle conduisent l'ouverture au libre-échange et l'appel à des compétences venues d'Europe préconisées par les conceptions des *unitaires* mais en complète contradiction avec celles du gouverneur Rosas. C'est dans cette période que prend son essor un courant d'immigration, freiné par le gouvernement des *fédéraux* mais qui va s'amplifiant après la chute de Rosas pour atteindre dans la seconde moitié du XIXe siècle et surtout dans les dernières décennies les proportions qui font l'objet de nombreuses études mais dont les prémices se trouvent dans les débuts de la République.

Peu après la mort de Varangot commence la Guerra Grande. A cet épisode complexe de l'histoire de l'Argentine et de l'Uruguay, les étrangers venus d'Europe prennent une part active, notamment les Français et parmi eux beaucoup de Basques. Dans le cas des Français, deux forces différentes sont engagées dont les visées ne coïncident pas : celles de l'État, représentées par la marine royale et celles des immigrants en armes. Le fait mérite une étude spécifique et présente pour la nôtre une limite appropriée.

Dans ces temps reculés, bien que leur nombre augmente rapidement, les étrangers sont encore peu nombreux en Argentine. On peut s'en approcher et les individualiser davantage que quand les vapeurs arrivant d'Europe accostent presque chaque jour à Buenos Aires devant l'Hôtel des immigrants.

ÉPILOGUE

En 1827, le voyageur naturaliste Alcide d'Orbigny se trouvant à Corrientes sur le point de partir pour la Laguna Brava, comme il le relate dans son ouvrage³¹, il change son cheval pour un mieux approprié à cette destination. Cet autre cheval « je voulus le monter, chargé comme à mon habitude avec mon fusil et tout le matériel de chasse mais à peine avais-je mis le pied à l'étriller, mon nouveau bucéphale se cabra [...] je tombai à terre avant d'avoir pu m'asseoir [...] J'eus beaucoup de mal à me débarrasser et à me relever, choses rien moins que faciles avec tous l'équipement

³¹ ORBIGNY, Alcide d', *Voyage dans l'Amérique méridionale ... op. cit.* chap IX, §2

cynégétique dont j'étais chargé etc. il se rétablit et l'auteur ajoute alors je reçus les félicitations de plusieurs compatriotes, les seuls de l'honorable assemblée qui partagèrent mon désarroi bien qu'ils ne s'abstinrent pas de me chahuter quand ils me virent debout. »

Saurons-nous jamais qui étaient ces *compatriotes* qui assistèrent à cette scène et qui n'étaient probablement pas des capitalistes mais des artisans, des charpentiers, des maçons peut-être, d'où ils venaient et comment ils étaient venus en cet endroit ? Avec sa biographie de l'analphabète Pinagot, Alain Corbin éloigne l'impossibilité d'y parvenir.

BIBLIOGRAPHIE COMPLEMENTAIRE

(sur l’Affaire du Rio de la Plata)

BROSSARD, Alfred de

- « Considérations historiques et politiques sur les républiques de la Plata, dans leurs rapports avec la France et l’Angleterre »
Paris, Guillaumin – 1850 (472 pages)

BOURGUIGNAT, Auguste

- « Question de la Plata : notice au point de vue du droit international »
Paris, imp. de Napoleon Chaix – 1849 (38 pages).

- « Question de la Plata : seconde notice et nouveaux documents : les traités Leprédour doivent être ratifiés : réponse à M. Edmond Blanc... »
Paris, imp. de Napoleon Chaix – 1849 (43 pages).

- « Question de la Plata : troisième notice. Le général Rosas devant la France : esquisse impartiale par Auguste Bourguignat »
Paris, imp. Lacour – 1850 (54 pages)

DEFFAUDIS, Antoine-Louis

- « Questions diplomatiques et particulièrement des travaux et de l’organisation du ministère des Affaires étrangères »
Paris, Goujon et Milon – 1849 (147 pages)

GASCOGNE, Pierre

- « Pétition de M. P. Gascogne, négociant français, à MM. Les membres de la Chambre des députés sur les actes de spoliation et de persécution exercés contre lui par le gouvernement argentin présidé par le général Rosas et de la violation à son égard, par ce même gouvernement du traité du 29 octobre 1840 »
Paris, imp. de Hennuyer et Turpin – 1845 (16 pages).

- « Réfutación de la nota de señor camarista D. Felipe Arana, ministro de gobierno y Relaciones Exteriores de Buenos Aires, bajo la administración del jeneral Rosas, relativa a la reclamación de D. Pedro Gascogne ; documentos oficiales referentes a este asunto, pendiente desde el año 1840 »
1852 (59 pages).

LELONG John, (ou Le Long) :

- « Renseignements sur les affaires de la Plata – depuis la signature du traité de Buenos Aires »

par John Le Long, ancien magistrat, vice-délégué* de la population française de la Plata ;

Paris – 1842

** le délégué est encore à cette époque Alfred Bellemare.*

- « Affaires de la Plata – pétition* et documents » ;
* *pétition du commerce français de la République orientale de l'Uruguay à S.E.M le ministre secrétaire d'État au département des Affaires étrangères à Paris.*
(la population française à Montevideo est d'environ 5000 âmes en 1840 et passe à 15000 en 1844)
Paris - 1844
- « Pétition à la Chambre des députés – attentats commis surtout depuis le traité du 29 octobre 1840, par Rosas ou ses agents contre les personnes et les propriétés françaises et dénoncés à la France par 22 réclamants »
par John Lelong, Eugène Portal, Pierre Gascogne ;
Paris, imp. Hennuyer et Turpin – 1845.
- « Intervention de la France dans le Rio de la Plata, motifs et moyens »
par John Le Long, consul général, délégué de la population française de la Plata ;
Paris, imp. de Mme Lacombe – 1849 (15 pages).
- « Au nom de 18 000 Français, appel à la France : situation actuelle de notre politique au Rio de la Plata, unique moyen de solution »
par John Le Long
Paris, imp. de Mme Lacombe – 1849 (30 pages).
- « Révélations à la France – les négociations au Rio de la Plata »
par John Le Long*, ancien consul général, délégué de la population française de la Plata ;
Paris, imp. de Mme Lacombe – 1851 (107 pages)
**délégué de la population française et fondé de pouvoirs d'un grand nombre de nos nationaux des deux rives du Rio de la Plata, ruinés par Rosas.*
- « Si la France savait ! – négociations – révélations – la Plata. Une enquête ! »
par John Le Long ;
chez Hervé – 1851 (107 pages).
- « De l'influence française dans l'Amérique du Sud, Rio de la Plata - mémoire approuvé par les notabilités commerciales de Paris »
rédigé par John Le Long ;
imp. de E. Brière – 1852 (23 pages).

ANONYME (pourrait-il être le capitaine Ch. Sergent, traducteur d'un texte de Florencio Varela paru à pareille époque en France ? ou Théogène Page)

- « Affaires de Buenos Ayres – Expéditions de la France contre la République Argentine – Le général Rosas », par un officier de la flotte.
Revue des deux mondes, 4ème série, t. 25 – n°31, 1^{er} janvier 1841, p. 301-370.